

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTCP/W/223/Rev.1  
5 août 2003

(03-4113)

---

Groupe de travail de l'interaction du commerce  
et de la politique de la concurrence

Original: anglais

## COMMUNICATION DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET DE SES ÉTATS MEMBRES

### Révision

On trouvera ci-après le texte révisé d'une communication précédemment distribuée sous la cote WT/WGTCP/W/223, que la Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat le 3 août 2003, en demandant qu'il soit distribué aux Membres.

---

Programmes et projets d'assistance technique de la Communauté européenne  
et de ses États membres dans le domaine du commerce  
et de la politique de la concurrence

## I. ASSISTANCE TECHNIQUE FINANCÉE PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE

On notera que dans un certain nombre des projets ci-après, le commerce et la politique de la concurrence s'insèrent dans un programme plus large d'assistance technique liée au commerce. Dans ce cas, le budget consacré au commerce et à la concurrence, par opposition aux autres domaines de programmation, reste à déterminer.

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
<b>AFRIQUE, CARAÏBES, PACIFIQUE</b>				
Projet visant à soutenir la croissance durable du commerce et des investissements régionaux ainsi que la maximisation des intérêts du consommateur dans la région du COMESA	<p>Établissement d'une politique régionale de la concurrence et d'une culture de la concurrence et de la protection du consommateur dans le COMESA, y compris de politiques de la concurrence dans le cadre des réformes économiques des États membres</p> <p>Les programmes comprennent entre autres choses les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Analyse du cadre juridique existant dans chaque État membre</li> <li>Élaboration d'une série de règlements devant être adoptés par le Conseil des ministres du COMESA</li> <li>Formation de courte durée, par des séminaires et des ateliers, dans les domaines suivants: législation antitrust, fusions, pratiques de monopole et d'oligopole, enquêtes, gestion des plaintes des consommateurs</li> <li>Aide ciblée en faveur des États membres qui n'ont pas encore de politique de la concurrence</li> </ul>	COMESA (Marché commun des États de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, composé des pays suivants: Angola, Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Namibie, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Soudan, Swaziland, Zambie et Zimbabwe)	2002/03  Projet à mettre en œuvre sur une période de 12 mois	Budget indicatif:  745 000
Volet concurrence dans le cadre d'un programme d'aide à l'intégration commerciale et régionale	Le renforcement des capacités lié au commerce implique la préparation des changements structurels nécessaires pour l'accord de partenariat économique. Les activités seront axées sur des domaines particuliers du commerce (notamment la concurrence) et sur la réforme macro-économique (politiques sociales, etc.).	Namibie	2002-2007	Budget indicatif global:  maximum de 4 800 000

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Volet concurrence en tant qu'élément du soutien à l'intégration économique et au commerce de la région	Fourniture d'assistance technique et d'une aide financière pour entreprendre des réformes et des études englobant les 14 États insulaires du Forum du Pacifique Sud, entre autres choses concernant la politique commerciale, y compris celle de la concurrence	Pays ACP du Pacifique (Palaos, Nauru, Nioué, Tonga, Fidji, Samoa, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Vanuatu, Kiribati, Îles Cook et Tuvalu)	2002-2007	Budget indicatif global: 9 000 000
Volet concurrence en tant qu'élément de l'assistance pour le commerce et l'intégration régionale	Les domaines d'assistance envisagés sont notamment la formulation et la mise en œuvre de nouvelles réformes axées sur le secteur privé, concernant notamment les politiques du commerce, de l'investissement et de la concurrence et la protection du consommateur. L'aide pourrait aussi comprendre l'établissement d'un office de la concurrence.	Swaziland	2001-2007	Budget indicatif global: jusqu'à 1 550 000
<b>AMÉRIQUE CENTRALE</b>				
Volet concurrence en tant qu'élément de l'aide en vue de l'intégration: mise en œuvre de politiques communes et consolidation des institutions	Les mesures éventuelles comprennent une assistance technique pour la formulation d'une politique de la concurrence par l'établissement d'un cadre juridique régional.  Il pourrait être envisagé de soutenir la formulation et la mise en œuvre de politiques communes, par exemple dans des secteurs comme la concurrence. Cette aide sera subordonnée à l'adoption effective par les pays concernés d'accords qui soient suffisamment contraignants sur le plan juridique.	Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama)	2002-2006	Pas encore de renseignement disponible
<b>AMÉRIQUE DU SUD</b>				
Programme concernant l'harmonisation des politiques de la concurrence	Le programme comprend l'harmonisation des politiques de la concurrence à l'échelle régionale et à l'échelon national.  Projet Réf: ASR/B7-3110/IB/98/0314-Doc. ER/1010/2000	Communauté andine (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela)	2002-2005	Un consultant de la Commission européenne (Direction générale AIDCO) a commencé sa mission en novembre 2002
Volet concurrence dans le cadre d'un projet relatif à la coopération économique	Les programmes visent à développer la compétitivité de la Bolivie et à renforcer ses relations bilatérales de commerce et d'investissement avec l'Union européenne.	Bolivie	2002-2006	Budget indicatif global: 6 000 000

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
	En ce qui concerne le PDD, l'Union européenne pourrait fournir une aide à la Bolivie pour des mesures de renforcement des capacités dans des domaines clés convenus à Doha comme le commerce et la concurrence. La Communauté européenne pourrait aussi aider la Bolivie dans les efforts qu'elle déploie pour être mieux à même de participer aux négociations ressortissant au PDD.			
Volet concurrence dans le cadre d'un programme de réforme économique	<p>La Communauté européenne fournira une assistance technique dans des domaines comme la politique du commerce et de la concurrence pour soutenir les initiatives de réforme structurelle et contribuer à l'intégration plus poussée de l'économie et des entreprises brésiliennes dans l'économie mondiale et les aider à s'adapter à des structures de marché plus libéralisées et plus compétitives.</p> <p>En outre, dans le cadre du PDD, l'Union européenne, compte tenu de la situation du Brésil, pourrait lui fournir une assistance technique pour qu'il soit mieux à même de participer aux négociations de l'OMC et d'en mettre pleinement en œuvre les résultats.</p>	Brésil	2002-2006	Budget indicatif global: 22 000 000
Volet concurrence dans le cadre d'un programme de facilitation du commerce visant à développer le commerce entre l'Union européenne et le Chili	La Communauté européenne va aider le Chili dans ses activités visant à étoffer sa capacité institutionnelle et réglementaire dans des domaines liés au commerce. Une assistance technique pourrait être fournie pour renforcer la capacité et améliorer, entre autres choses, le cadre général de la concurrence.	Chili	2002-2006	Budget indicatif: 6 400 000 (4,6 millions en 2002; 1,8 million en 2006)

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
<p>La Commission va explorer les moyens d'incorporer un volet concurrence dans un programme prévu pour offrir une aide dans des domaines liés au commerce.</p> <p><i>EN PRÉPARATION</i></p>	<p>Dans le cadre du PDD, la Colombie a souligné la nécessité d'une aide dans le domaine du commerce pour lui permettre de mieux participer au fonctionnement du système de l'OMC et d'améliorer sa croissance économique. La Commission européenne va explorer avec les autorités colombiennes les meilleurs moyens d'aider le pays dans l'effort qu'il déploie pour renforcer ses capacités institutionnelle, judiciaire et réglementaire dans des domaines liés au commerce, notamment par une assistance technique visant à renforcer ses moyens d'améliorer le cadre général de la concurrence.</p>	Colombie	2001-2006	Pas encore de renseignement disponible
Volet concurrence dans le cadre d'un programme de coopération économique	<p>L'Union européenne pourrait fournir une aide à l'Équateur pour des mesures de renforcement des capacités dans des domaines clés convenus à Doha, en particulier dans des domaines comme le commerce et la concurrence. L'Union européenne pourrait aussi aider l'Équateur dans ses efforts pour devenir mieux à même de participer à ces négociations.</p>	Équateur	2002-2006	Budget indicatif global: 10 000 000
Volet concurrence dans le cadre d'un programme de réforme économique/de compétitivité et de diversification	<p>L'objectif principal de cette action serait d'aider les secteurs de production et les secteurs de services en soutenant les efforts du gouvernement pour diversifier les structures économiques et améliorer la qualité de la production.</p> <p>Le programme comprend une assistance technique notamment dans les domaines de la politique commerciale et de la concurrence, du commerce et de l'investissement.</p>	République orientale de l'Uruguay	2002-2006	Budget indicatif global: 5 400 000

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Volet concurrence dans le cadre d'un programme de coopération économique et contribution au renforcement du commerce extérieur paraguayen	<p>Dans le domaine de la concurrence, l'Union européenne encourage les pays du MERCOSUR à adopter une législation qui doit s'inspirer pour l'essentiel du modèle européen de politique de la concurrence.</p> <p>En ce qui concerne le Programme de Doha pour le développement, la Commission européenne aidera le Paraguay dans ses efforts pour renforcer ses capacités institutionnelle, judiciaire et réglementaire dans les domaines liés au commerce. Une assistance technique sera fournie à cet effet, notamment dans les domaines de l'amélioration du cadre général de la concurrence.</p>	Paraguay	2000-2006	Budget indicatif global: 8 400 000
Volet concurrence dans le cadre d'un programme visant à renforcer les capacités commerciales et l'assistance technique liée au commerce	<p>L'Union européenne aidera le Pérou dans ses efforts pour améliorer son environnement commercial et celui des investissements, en vue de participer efficacement au système commercial multilatéral et à l'économie mondiale.</p> <p>En ce qui concerne le PDD, l'Union européenne fournira une aide au Pérou pour des mesures de renforcement des capacités dans des domaines clés comme le commerce et la concurrence, le commerce et l'investissement et la facilitation du commerce.</p>	Pérou	2002-2006	Pas encore de renseignement disponible
Volet concurrence dans le cadre de la politique commerciale	En ce qui concerne le PDD, l'Union européenne fournira une aide au Venezuela pour des mesures de renforcement des capacités dans des domaines clés convenus à Doha, notamment dans des domaines comme le commerce et la concurrence.	Venezuela	2001-2006	Pas encore de renseignement disponible
<b>ASIE CENTRALE</b>				
Volet concurrence dans le cadre d'une aide régionale pour des programmes mis en œuvre sur le plan national	<p>L'Union européenne s'emploiera à promouvoir de nouvelles réformes juridiques, institutionnelles, administratives et structurelles, y compris dans le domaine de la politique de la concurrence, en vue de soutenir une transition économique viable.</p> <p>Les programmes pourraient contribuer, entre autres choses, à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques liées à l'investissement, telle que la politique de la concurrence.</p>	Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan)	2002-2004	Budget indicatif global: 39 000 000

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Volet concurrence dans le cadre du programme de réforme judiciaire	Une aide sera fournie aux instituts de formation, ainsi qu'à certains tribunaux régionaux, pour mettre en œuvre un grand programme de formation et de recyclage des juges et de leurs collaborateurs, dans le domaine du droit commercial (entre autres pour les questions de concurrence et de faillite) ainsi que du respect des droits de la personne.	Fédération de Russie	2002-2003	Budget indicatif global: 20 000 000 (10 millions par an)
Volet concurrence dans le cadre du programme de déréglementation et de gestion d'entreprise	<p>Un programme visant à soutenir l'application des grands principes de l'économie de marché pour le démantèlement des monopoles et la déréglementation du secteur de l'énergie sera élaboré dans le cadre du dialogue Union européenne-Russie sur l'énergie. L'assistance sera fournie en priorité pour les questions juridiques et réglementaires, les questions de concurrence, les systèmes d'établissement des prix, etc.</p> <p>Le programme soutiendra les efforts de réforme dans le domaine du démantèlement des monopoles, de la transparence financière et de l'amélioration de l'accès aux marchés dans des secteurs autres que l'énergie tels que les télécommunications et les chemins de fer.</p> <p>Une aide sera fournie aussi pour l'élaboration et l'application d'une législation antimonopole, la promotion de la concurrence dans des domaines comme l'assurance, les banques et les marchés financiers, le crédit-bail.</p>	Fédération de Russie	2002-2003	Budget indicatif global: 42 000 000 (20 millions en 2002; 22 millions en 2003)
Volet concurrence dans le cadre d'un programme de réforme juridique, judiciaire et administrative	<p>Une aide sera fournie aux instituts de formation, ainsi qu'à certains tribunaux régionaux, pour concevoir et mettre en œuvre un grand programme de formation et de recyclage des juges et de leurs collaborateurs, en particulier dans le domaine du droit commercial (entre autres pour les questions de concurrence et de faillite) ainsi que dans ceux de la protection de l'individu, et de l'organisation et l'administration de la justice.</p> <p>De nouveaux programmes d'études seront élaborés et des formateurs seront formés. Le programme devrait comprendre des séminaires sur les principes de l'État de droit et de la lutte contre la corruption.</p>	Ukraine	2002-2003	Budget indicatif global: 21 000 000 (10 millions en 2002; 11 millions en 2003)

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
<b>ASIE DU SUD</b>				
Volet concurrence dans le cadre d'un programme Union européenne-Inde de développement du commerce et des investissements	Les activités au titre du programme comprennent un projet d'intégration de l'économie indienne dans le marché mondial. Le gros des activités consisterait à financer jusqu'à dix études approfondies. Les sujets traités seront au centre du programme économique national, du commerce bilatéral et du processus multilatéral, particulièrement du PDD, par exemple politiques de concurrence, d'investissement et de commerce international.	Inde	Mise en œuvre prévue pour 2003	Budget indicatif global:  1 500 000
<b>ASIE DU SUD-EST</b>				
Éventuel volet concurrence dans le cadre du programme de coopération technique dans le domaine du commerce et de l'investissement	En ce qui concerne le PDD, la coopération pourrait comprendre une assistance technique pour améliorer l'aptitude de l'Indonésie à participer aux négociations dans les domaines notamment de la politique commerciale et de la politique de la concurrence.	Indonésie	2002-2004	Budget indicatif global:  12 000 000  (4 millions chaque année)
Volet concurrence dans le cadre d'un projet relatif au commerce et à l'investissement	La coopération dans le domaine du commerce et de l'investissement sera orientée de manière à englober, eu égard au PDD, la fourniture d'assistance technique liée au commerce et le renforcement des capacités dans des domaines clés convenus à Doha, en particulier, la concurrence (la Malaisie est en train d'établir un office de la concurrence) et la facilitation du commerce.	Malaisie	2002-2004	Budget indicatif global:  2 000 000
Volet concurrence éventuel dans le cadre d'un programme de réforme institutionnelle inclus dans le projet d'amélioration du climat des affaires	Les Philippines ont déjà reçu une aide internationale sous forme de services consultatifs pour élaborer une politique complète de la concurrence et les réformes institutionnelles nécessaires pour l'accompagner.  L'Union européenne peut contribuer au volume considérable d'analyses, de recherche et de dialogue qui restent à engager, ainsi qu'au programme de sensibilisation préalable à la mise en œuvre.	Philippines	2002-2004	Budget indicatif global:  2 000 000



Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Volet concurrence dans le cadre du mécanisme de petits projets qui porte sur le commerce, l'investissement et les domaines connexes en vue d'une coopération durable	Le mécanisme de petits projets soutiendra des projets visant à encourager les liens économiques entre l'Union européenne et la Thaïlande.  En particulier, il serait envisagé une assistance technique et un renforcement des capacités concernant des questions découlant de la Déclaration ministérielle de Doha et la mise en œuvre du programme de travail correspondant (notamment en matière de concurrence).	Thaïlande	2002-2004	Budget indicatif global:  5 000 000
Volet concurrence dans le cadre d'un programme visant à faciliter l'intégration du Viet Nam dans les structures économiques internationales et régionales	Dans ce contexte, il s'agit en priorité de créer un environnement commercial équitable et efficace, y compris la promotion de la concurrence et le renforcement du secteur privé.  Un des éléments où l'assistance technique liée au commerce pourrait être utile serait une aide pour faire mieux comprendre les questions d'investissement et de concurrence.	Viet Nam	2002-2006	Pas encore de renseignement disponible
PAYS CANDIDATS À L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE				
Missions de la Direction générale de la concurrence, Unité A 4	Missions d'assistance technique et de renforcement des capacités liées à la concurrence dans les pays candidats	Pays candidats	1 <sup>er</sup> janvier 2002-31 décembre 2002	
Plus de 20 fonctionnaires de la DG concurrence participent à des sessions de formation	Antitrust: Session commune de formation à Bruxelles à l'intention de fonctionnaires des pays candidats (deux fonctionnaires par pays) responsables de la concurrence  Sessions de formation de trois jours respectivement sur les thèmes de l'action antitrust et de l'aide de l'État	Pays candidats	Mars 2002	Pas de renseignement disponible
Plus de 20 fonctionnaires de la DG concurrence participent à des sessions de formation	Aide de l'État: Session commune de formation à Bruxelles à l'intention de fonctionnaires des pays candidats responsables de la concurrence (deux fonctionnaires par pays)  Sessions de formation de trois jours respectivement sur les thèmes de l'action antitrust et de l'aide de l'État	Pays candidats	Mars 2002	Pas de renseignement disponible

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Six fonctionnaires de la DG concurrence	Assistance technique fournie à 13 pays candidats lors de la huitième Conférence annuelle avec les pays candidats sur la concurrence (Vilnius)	Treize pays candidats	16-18 juin 2002	110 000
Session de formation de juges de pays candidats à l'Union européenne	Séminaire à l'intention des juges sur l'application de la politique européenne de la concurrence	(financé dans le cadre du plan Phare) Pays candidats (sauf Chypre et Malte <sup>1</sup> , mais y compris la Turquie)	21-22 octobre 2002	Pas de renseignement disponible
Renforcement des capacités	Assistance technique en matière de renforcement des capacités fournie par des spécialistes de la concurrence des États membres de l'Union européenne  Envoi dans les pays candidats de spécialistes du jumelage issus des services de la concurrence des États membres, dans le cadre du plan Phare	Tous les pays candidats (financement dans le cadre du plan Phare)	En cours dans certains pays candidats	Budget annuel total ( <b>Estimation approximative</b> ):  5 000 000
<b>EUROPE DU SUD-EST</b>				
Projet relatif à la concurrence et à l'aide de l'État	Projet dans le cadre de l'aide destinée à soutenir le renforcement des capacités administratives. Les programmes dans le domaine de la concurrence devraient être axés sur les activités suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer l'alignement progressif de la législation albanaise de la concurrence sur les <i>acquis communautaires</i>.</li> <li>Création d'un office de la concurrence indépendant et mise en œuvre de la législation de la concurrence.</li> <li>Mise au point d'outils permettant d'assurer un suivi adéquat et l'établissement de rapports au titre d'un futur accord de stabilisation et d'association et en vertu des engagements dans le cadre de l'OMC.</li> </ul>	Albanie	2002-2004	5 000 000  (2 millions en 2002; 3 millions en 2004)

<sup>1</sup> Des projets analogues ont été exécutés pour Chypre et Malte, financés par d'autres fonds de préadhésion.

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Volet concurrence dans le cadre d'un projet de réforme et de développement économiques	<p>Programme visant à promouvoir une intégration plus étroite avec l'Union européenne et l'Europe du Sud-Est:</p> <p>Un programme initial d'assistance technique sera axé sur l'élaboration d'une stratégie de création d'un espace économique unique harmonisé avec l'Union européenne. Une assistance technique, une formation et des investissements seront fournis pour mettre en œuvre cette stratégie qui comprendra un plan national prévoyant les activités suivantes: adoption des <i>acquis</i>, rapprochement des législations, renforcement des institutions au niveau de l'État et des organismes de réglementation en vue de l'application de cette législation (par exemple office de la concurrence de B-H et conseil de protection du consommateur de B-H) et de la sensibilisation du public. Une aide sera fournie aussi pour le suivi et la mise en œuvre du processus par l'intermédiaire du Ministère de l'intégration européenne, des groupes de travail du Fonds commun d'affectation spéciale, de groupes de surveillance du marché interne et de groupes de sensibilisation secteur public/secteur privé.</p>	Bosnie-Herzégovine	2002-2004	<p>Budget indicatif global:</p> <p>23 500 000</p> <p>(11 millions en 2002; 12,5 millions en 2004)</p>
Volet concurrence dans le cadre d'un programme visant à améliorer le climat des investissements	<p>L'aide de l'État, les marchés publics, la concurrence et la propriété intellectuelle sont des domaines législatifs clés dans la restructuration de l'économie et la facilitation du commerce.</p> <p>Concernant la concurrence, une assistance technique sera fournie pour la rédaction d'une législation compatible avec les <i>acquis communautaires</i>. Elle sera suivie par la prestation de conseils en vue d'établir les structures administratives et institutionnelles les plus aptes à assurer la bonne application de la législation. Une information et une formation seront dispensées aussi aux entreprises pour qu'elles puissent respecter les prescriptions imposées par la nouvelle législation.</p>	Croatie	2002-2004	<p>Budget indicatif global:</p> <p>19 000 000</p> <p>(6 millions en 2002; 6 millions en 2003; 6,5 millions en 2004)</p>

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Volet concurrence dans le cadre d'un programme visant à rapprocher la législation des <i>acquis communautaires</i> sur le marché interne	<p>Les programmes à mettre en œuvre sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La création d'une autorité indépendante chargée de la supervision et de l'application des règles gouvernant l'aide de l'État assurera une mise en œuvre impartiale et rigoureuse. Une assistance technique appropriée sera fournie pour la création d'une autorité distincte de l'office des monopoles existant et totalement indépendante.</li> <li>La mise en œuvre et l'application efficaces d'une politique de la concurrence exigent dans l'administration un personnel parfaitement formé. L'accent sera donc mis sur une formation suffisante, bien ciblée, étendue et approfondie à l'intention des membres de l'office des monopoles, des juges et des juristes, des institutions gouvernementales.</li> <li>En outre, l'Union européenne s'emploiera à renforcer l'action menée par l'ex-République yougoslave de Macédoine pour mettre sur pied une campagne efficace de sensibilisation du public, grâce à la prestation d'une assistance technique appropriée.</li> </ul>	Ex-République yougoslave de Macédoine	2002-2004	<p>Budget indicatif global:</p> <p>10 500 000</p> <p>(2 millions en 2002; 4 millions en 2003; 4,5 millions en 2004)</p>
<b>PAYS EN DÉVELOPPEMENT</b>				
Cours de formation	Cours de formation sur le PDD à l'intention de négociateurs et d'administrateurs de pays en développement. Un module sera consacré à la concurrence.	Certains pays en développement	Prévu pour 2003	400 000
Financement à l'intention d'offices de la concurrence de pays en développement pour participer à la conférence inaugurale du RIC, à Naples	Financement des frais de voyage de délégués de deux pays en développement à la conférence	Pays en développement	27-29 septembre 2002	5 500
Mission d'un fonctionnaire de la DG commerce	Séminaire régional arabe pour le renforcement des capacités dans le domaine de la concurrence et de la lutte antitrust	Le Caire (Égypte)	28-30 juillet 2002	

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
<b>MÉDITERRANÉE MÉRIDIONALE ET ORIENTALE</b>				
Volet concurrence dans le cadre de l'aide pour la mise en œuvre de l'Accord d'association Union européenne-Jordanie	<p>Amélioration du cadre législatif et réglementaire, entre autres dans le domaine de la législation de la concurrence</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'une loi sur la concurrence adaptée aux normes de l'Union européenne, compte tenu des articles 53 à 55 de l'Accord d'association.</li> <li>• Établissement d'un office de la concurrence doté des pouvoirs nécessaires pour faire appliquer les règles sur les accords restrictifs, l'abus de position dominante et le contrôle des fusions.</li> <li>• Office et instances judiciaires pourvus d'administrateurs, de juges et de juristes qualifiés en vue d'assurer le respect de la loi.</li> </ul>	Jordanie	2002-2004	Budget indicatif global: 20 000 000
Volet concurrence dans le cadre du programme de développement du secteur commercial/mise en œuvre de l'Accord d'association	Une assistance technique, une formation professionnelle et un équipement sont nécessaires, notamment pour l'élaboration des lois et institutions requises pour l'application des règles de la concurrence (travail préparatoire concernant un conseil de la concurrence lorsque les obligations découlant de l'Accord d'association prendront effet).	Liban	2002-2004	Budget indicatif global: 45 000 000
Volet concurrence dans le cadre d'un programme visant à promouvoir le marché intérieur "Euromed"	<p>La création de la zone de libre-échange euroméditerranéenne exige un rapprochement économique progressif entre l'Union européenne et ses partenaires méditerranéens et la compréhension approfondie de la notion de "marché unique européen" et de son cadre réglementaire dans des domaines comme la concurrence.</p> <p>Le programme régional "Marché Euromed" fournira un cadre pour l'information réciproque, des activités de formation adaptées aux besoins et une assistance technique dans des domaines prioritaires définis par le programme, y compris dans celui des règles de la concurrence.</p>	Partenaires méditerranéens (Algérie, Chypre, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie)	2002-2004	Budget indicatif global: 6 000 000

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Séminaire sur la concurrence prévu à l'intention de membres du Meda et la Commission européenne (DG concurrence, commerce, relations extérieures, aide et coopération)	Dans le cadre du programme "Marché Euromed", un séminaire assurera le suivi de la législation sur la concurrence présentée par les membres du Meda et traitera les problèmes posés par la mise en œuvre de la nouvelle législation sur la concurrence.  Projet réf. EURO-MED MARKET Réf: ME8/B7-41../IB/2000/2073	Membres du Meda et Commission européenne	Date provisoire: 26 mai 2003	Pas encore de renseignement disponible
Volet concurrence dans le cadre d'un projet visant à soutenir la mise en œuvre de l'Accord d'association Union européenne-Maroc	Le programme comprendra une assistance technique de courte et de moyenne durée liée au commerce, dont les résultats escomptés seraient les suivants: <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre de la nouvelle loi sur la concurrence (adoptée en 2001).</li> <li>Garantir l'indépendance du nouvel office de la concurrence (nomination du président du conseil de la concurrence, composition du conseil).</li> </ul>	Maroc	Décision prévue pour 2003	Budget indicatif global: 5 000 000

## II. PROJETS ADDITIONNELS D'ASSISTANCE TECHNIQUE AUXQUELS DES FONCTIONNAIRES DE LA COMMISSION EUROPÉENNE ONT PARTICIPÉ

À noter que les activités externes présentées dans la présente section n'ont pas reçu, d'une manière générale, de financement de la Commission européenne. En revanche, des fonctionnaires de la Commission ont participé à ces manifestations et y ont apporté une contribution. En outre, dans certains cas, des frais de voyage liés à ces activités ont été imputés au budget de la Commission.

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
<b>AFRIQUE, CARAÏBES, PACIFIQUE</b>				
Mission d'un haut fonctionnaire de la DG concurrence et d'un fonctionnaire de la DG commerce	Atelier régional de la CNUCED à Tunis pour les pays africains/arabes	Pays africains/arabes	28-29 mars 2002	n.d.
Présence d'un fonctionnaire de la DG concurrence à des ateliers	Atelier de l'OCDE à Pretoria (Afrique du Sud) pour les pays de la SADC	Communauté pour le développement de l'Afrique australe	18-22 février 2002	n.d.
Mission d'un fonctionnaire de la DG concurrence	Atelier régional en Zambie sur la politique de la concurrence à l'intention de participants des pays du COMESA	COMESA	29 novembre-3 décembre 2002	n.d.
Atelier régional	Atelier régional sur les questions de concurrence organisé au Burkina Faso pour les membres de l'UEMOA	UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine)	Prévu pour février 2003	Pas encore de renseignement disponible
<b>ASIE DU NORD-EST</b>				
Participation d'un fonctionnaire de la DG concurrence au séminaire	Séminaire de formation organisé à Séoul par les autorités coréennes à l'intention de fonctionnaires chinois	Chine	29 juillet 2002	n.d.

### III. ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR LES ÉTATS MEMBRES DE L'UE

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
<b>SUÈDE</b>				
Aide pour le renforcement des capacités en matière de politique commerciale et activités d'assistance technique pouvant comprendre un volet d'aide dans le domaine du commerce et de la concurrence	<i>Cadre intégré:</i>  Intégration du commerce dans les stratégies de développement des PMA (y compris documents de stratégie pour la lutte contre la pauvreté). Aide financière de 3,4 millions de SEK pour le Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré afin de financer des études diagnostiques sur l'intégration du commerce	Pays les moins avancés	2001	<b>3 400 000 SEK</b>
Aide pour le renforcement des capacités en matière de politique commerciale et activités d'assistance technique pouvant comprendre un volet d'aide dans le domaine du commerce et de la concurrence	<i>ACICI:</i>  La Suède fait partie de l'équipe spéciale qui crée une organisation intergouvernementale destinée à fournir une aide sur mesure dans les négociations de l'OMC aux pays en développement non représentés ou peu représentés à Genève (en particulier les PMA).	Pays en développement, PMA	2003	Aide financière probable pour 2003
Aide de l'Office suédois de la concurrence <sup>2</sup>	Assistance technique aux pays en développement généralement fournie pour une courte durée sous forme de participation à des séminaires et à des visites d'étude d'une durée maximum d'une semaine dans le pays bénéficiaire ou d'experts de ces pays auprès de l'Office suédois	Pays en développement en général. Dans les cinq dernières années, par exemple les pays suivants: Chine, Russie, Zambie, Afrique du Sud, Zimbabwe, Mozambique, Swaziland et Ouganda		

<sup>2</sup> Des experts de l'Office suédois de la concurrence ont participé à des séminaires organisés par la Commission européenne et par l'OCDE, notamment à Riga, Vienne, Moscou et Kiev. Les activités de l'Office se sont exercées dans des domaines comme la politique générale de la concurrence, la promotion de la concurrence, la concurrence sur les marchés déréglementés et les éléments figurant dans la législation de la concurrence.



Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Aide sous forme d'assistance technique et de renforcement des capacités liées au commerce, axés sur le commerce et la concurrence	<p><i>IWOGDA:</i></p> <p>Soutien au programme "Groupe de travail international sur le Programme de Doha", géré par l'organisation indienne CUTS ("Centre for International Trade, Economics and Environment – Centre pour le commerce international, l'économie et l'environnement")</p> <p>L'IWOGDA est un programme de recherche en réseau destiné à étendre la connaissance et la compréhension des principes, des dispositions, des modalités et des conséquences d'éventuels accords de l'OMC sur la concurrence et l'investissement.</p>		Aide envisagée pour 2002	
Aide de l'Office suédois de la concurrence	Les activités d'assistance de l'Office sont destinées essentiellement aux pays d'Europe candidats à l'adhésion à l'Union européenne.	Pays candidats, en particulier: Estonie, Lettonie, République slovaque, Roumanie, Bulgarie, Lituanie, Pologne		
Aide de l'Office suédois de la concurrence	Projet de jumelage	Lituanie	Projet achevé en mai 2002	
Aide de l'Office suédois de la concurrence	Projet de jumelage	Pologne	En cours	
Assistance technique et renforcement des capacités liées au commerce axés sur le commerce et la concurrence	L'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA) fournit une aide financière pour la formulation de la politique commerciale de la Tanzanie, aide visant à renforcer l'office de la concurrence et la mise en œuvre de la politique commerciale.	Tanzanie	2000-2001	<p>1,98 million de SEK en 2000</p> <p>160 000 SEK en 2001</p>

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
<b>FINLANDE</b>				
Séminaires de l'OCDE en Lettonie	Présence d'un représentant de l'Office finlandais de la concurrence <sup>3</sup>	États baltes	2002	
Visite de courte durée <sup>4</sup> de fonctionnaires bulgares à l'OFC (organisée par le Ministère du commerce/l'OFC)		Bulgarie	2002	
Visite de courte durée <sup>4</sup> de fonctionnaires chinois à l'OFC (organisée par l'OFC)		Chine	2001	
Assistance technique organisée par l'OFC avec une allocation du Ministère du commerce et de l'industrie	Fondée depuis 1996 sur des projets d'une durée d'un an et demi entre l'Office estonien de la concurrence et l'OFC: formation auprès de l'OFC, séminaires et réunions de fonctionnaires à l'Office estonien de la concurrence et visites d'étude à l'OFC	Estonie	1996-2002	16 000 €projet d'un an et demi
Visites de courte durée <sup>4</sup> de fonctionnaires lituaniens à l'OFC (organisées par la Commission européenne, TAIEX, le Conseil nordique, l'OFC)		Lituanie	1997, 2001, 2002	
Visite de courte durée <sup>4</sup> de fonctionnaires polonais à l'OFC (organisée par l'OFC)		Pologne	1998	

<sup>3</sup> L'Office finlandais de la concurrence est désigné ci-après par le sigle OFC.

<sup>4</sup> La durée habituelle d'une visite est d'un jour à une semaine.

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Programme organisé par l'OFC	Fondé sur un accord bilatéral conclu entre l'OFC et le Ministère russe de la lutte antimonopole (MAP) et programme de deux ans comprenant des visites d'étude d'une durée maximum d'une semaine en Russie et en Finlande et la participation à des séminaires en Russie. La prochaine visite d'étude aura lieu en mai 2003; deux fonctionnaires du MAP se rendront en Finlande pour quatre semaines.	Russie	1994-2002 (prorogé)	3 000 €une année
Séminaires de l'OCDE en Russie	Présence de représentants de l'OFC	Russie	2000, 2001	
Visite de courte durée <sup>4</sup> de fonctionnaires ukrainiens à l'OFC (organisée par HAUS, l'Institut finlandais de gestion publique et l'OFC)		Ukraine	2001	
<b>ROYAUME-UNI</b>				
Accord avec la CNUCED	Accord conclu avec la CNUCED en vue de financer une gamme étendue d'activités d'assistance technique et de renforcement des capacités en matière de concurrence (études de politique générale, renforcement des capacités humaines et institutionnelles)	Pays en développement	Renouvelable chaque année	250 000 £
Financement de la participation de fonctionnaires des pays en développement aux réunions d'un groupe d'experts intergouvernemental de la CNUCED	Financement de la participation de fonctionnaires des pays en développement aux réunions d'un groupe d'experts intergouvernemental de la CNUCED	Pays en développement	2002/03	50 000 £
Projet "7-up"	Soutien au projet du CUTS de recherche comparative et de promotion concernant les régimes de concurrence dans sept pays de l'Afrique subsaharienne et d'Asie	Pays de l'Afrique subsaharienne et d'Asie	2000-2003	445 000 £

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Projet "IWOOGDA"	Aide au groupe de travail international du CUTS sur le Programme de Doha en vue de faire mieux comprendre les principes, les dispositions, les modalités et les conséquences d'un éventuel accord sur la concurrence et aide aux pays en développement pour la mise au point d'une position de négociation appropriée	Pays en développement	2002/03	19 000 £
Soutien au fonds fédéral pour l'étude des questions convenues à Singapour	Soutien au fonds fédéral pour la recherche et la promotion liées à l'accord-cadre de l'OMC sur la concurrence qui est envisagé, l'accent étant mis sur les considérations de développement	Pays en développement	2003	15 000 £
Soutien au Conseil des entreprises du Commonwealth pour les questions nouvelles	Soutien au Conseil des entreprises pour la recherche et la promotion liées aux questions nouvelles, y compris la concurrence	Pays en développement	2002/03	75 000 £
Soutien aux travaux de Consumers International sur les questions de concurrence internationale	Les activités portent sur la politique générale, la promotion et les ressources destinées aux organismes de consommateurs.	Pays en développement	2002/03	100 000 £
Soutien à l'élaboration par le COMESA d'une politique régionale de la concurrence	Cofinancement d'un projet, décrit précédemment, qui sera financé essentiellement par la Commission européenne	Afrique de l'Est et Afrique australe (20 pays membres)	2002/03 2003/04  Prestation des services d'un consultant du Département pour le développement international (DFID) en matière de concurrence	150 000 £ 120 000 £  Coûts non disponibles
Soutien à la recherche et à la promotion concernant la politique régionale de la concurrence dans les Caraïbes	Cofinancement d'un examen empirique des questions de concurrence dans six pays du CARICOM, en vue de fournir des données et des analyses visant à étayer la formation et la mise en œuvre de régimes de la concurrence à l'échelle nationale et régionale, et en vue d'élaborer une position de principe pour les négociations sur le commerce extérieur	Caraïbes	2002/03	75 000 £

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Cours de formation proposés par l'Office pour l'équité des pratiques commerciales	Participation de fonctionnaires d'offices africains de la concurrence à un cours de formation d'enquêteurs organisé par l'Office	Pays africains en développement	2002	Coûts non disponibles
Soutien au Centre de la réglementation et de la concurrence	Soutien au Centre de la réglementation et de la concurrence créé par l'Université de Manchester pour travailler en partenariat avec des instituts de recherche d'Afrique et d'Asie, l'accent étant mis sur les questions de concurrence, de réglementation et de gouvernance dans les pays en développement	Pays d'Asie et d'Afrique	2001-2006	2 500 000 £
Envoi de conseillers et experts pour des séminaires régionaux sur la concurrence		Par exemple, COMESA, Ligue des États arabes		Coûts non disponibles
Aide du Département pour le développement international	Certains bureaux du DFID dans les pays fournissent leur concours pour les activités relatives à la concurrence dans leur pays ou zone d'activité.  Par exemple, bureau pour la Tanzanie (mise à jour de la loi sur la concurrence) et bureau pour l'Afrique du Sud (financement d'un examen par les pairs de l'OCDE relatif au régime de la concurrence de l'Afrique du Sud)	Par exemple, Tanzanie et Afrique du Sud	En cours	Coûts non disponibles
Assistance technique de courte durée aux pays en développement (organisée par l'OFT)	Prestation d'une assistance technique aux pays en développement pour une courte durée sous forme de visites d'étude, de séminaires et de réunions de discussion  Cette aide comprend des visites de représentants de pays bénéficiaires, d'une durée d'un ou deux jours à deux semaines.	Malaisie, Chine, Zambie, Inde, Chili, Russie, Zimbabwe, Kenya, Seychelles, Mali, Ouganda	2002	
Activités d'assistance technique à l'intention de pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne (organisées par l'OFT)		Bulgarie, Estonie, Lettonie, République slovaque, Lituanie, Pologne, Malte, Croatie, Bosnie, Albanie, Serbie et Monténégro, Macédoine	2002	

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
<b>ALLEMAGNE</b>				
Visite d'une délégation étrangère organisée par le Bundeskartellamt (BkartA) (huit participants)	Visite de fonctionnaires de la Commission arménienne de la protection de la concurrence économique désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence, ainsi que sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Arménie	15 mars 2002	
Assistance technique fournie par le Bundeskartellamt à l'étranger (un participant du BkartA)	Séminaire OCDE Séminaire sur le contrôle des fusions pour les pays baltes organisé à Tallin (Estonie)	Pays baltes	24-26 octobre 2001	
Visites d'une délégation étrangère organisées par le BkartA (trois et deux participants respectivement)	Visites de fonctionnaires de l'Office brésilien de la concurrence désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Brésil	22 mai 2001 23 mai 2001	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA (cinq participants)	Visite de fonctionnaires de la Commission bulgare de protection de la concurrence désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence ainsi que sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Bulgarie	17-28 juin 2002	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA (dix participants)	Visite de fonctionnaires de l'Office de réglementation des prix de la province du Jiangsu désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Chine	26 juin 2002	
Assistance technique fournie par le BkartA à l'étranger (un participant du BkartA)	Colloque (GTZ) Réforme de certains secteurs d'infrastructure	Chine (Haikou)	23-25 octobre 2001	

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Assistance technique fournie par le BkartA à l'étranger  (un participant du BkartA)	Colloque (GTZ)  Loi sur les marchés publics	Chine (Xiang)	17-22 juillet 2001	
Visite d'une délégation étrangère organisée par BMWi/FNSt.  (neuf participants)	Information sur la loi allemande relative à la concurrence, et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Chine, Indonésie, Malaisie, Philippines	22-25 mai 2001	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA  (15 participants)	Visite de fonctionnaires de l'Office de surveillance des prix désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Chine, Indonésie, Malaisie, Philippines	10 septembre 2001	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA  (huit participants)	Visite de fonctionnaires de l'Office de surveillance des prix désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Chine, Indonésie, Malaisie, Philippines	12 novembre 2001	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA/Phare  (un participant)	Visite de fonctionnaires de l'Office estonien de la concurrence désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence, et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Estonie	5-29 juin 2001	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA  (trois participants)	Visite d'experts de l'énergie désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Hong Kong, Chine	8 novembre 2001	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA  (deux participants)	Visite de fonctionnaires du Bureau des services économiques désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence, et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Hong Kong, Chine	27 juin 2002	

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA (trois participants)	Visite de fonctionnaires du Bureau hongrois de la concurrence commerciale désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence, et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Hongrie	5-7 septembre 2001 ou jusqu'au 15 septembre 2001	
Assistance technique fournie par le BkartA à l'étranger (un participant du BkartA)	Conseils BkartA Fusions d'entreprises dans la banque et les assurances	Hongrie (Budapest)	5-7 juin 2001	
Assistance technique fournie par le BkartA à l'étranger (un participant du BkartA)	Atelier (IRZ) Secteur des télécommunications et de l'énergie électrique	Hongrie (Budapest)	25 mars 2002	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA/GTZ (dix participants)	Visite de fonctionnaires de l'Office indonésien de la concurrence désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Indonésie	11-22 mars 2002	
Assistance technique fournie par le BkartA à l'étranger (un participant du BkartA)	Séminaire (GTZ et DSE) Création et mise en œuvre d'une loi sur la concurrence	Indonésie (Jakarta)	12-15 février 2001	
Assistance technique fournie par le BkartA à l'étranger (un participant du BkartA)	Séminaire CNUCED Séminaire régional de formation sur la législation et la politique de la concurrence	Kenya (Mombassa)	26-30 mars 2001	
Stage organisé par le BkartA (un participant)	Stage du conseiller juridique du Conseil lituanien de la concurrence	Lituanie	30 juillet 2001- 20 octobre 2001	



Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA (quatre participants)	Visite de fonctionnaires du Conseil lituanien de la concurrence désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Lituanie	15-22 novembre 2001	
Assistance technique fournie par le BkartA à l'étranger  (un participant du BkartA)  (un participant du BkartA)	Séminaire UE/BMWi (jumelage)  "Champ de compétence des tribunaux dans la révision des décisions des offices de la concurrence"  Activités de conseils UE/BMWi (jumelage)  "Questions de législation de la concurrence relatives au commerce de gros et au commerce de détail dans le secteur des biens de consommation"	Lituanie (Vilnius)	22-24 avril 2002  6-10 mai 2002	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA/GTZ (cinq participants)	Visite de fonctionnaires de l'Office macédonien de la concurrence et de la Commission des monopoles désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Macédoine	28-29 mars 2001	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA (sept participants)	Visite de fonctionnaires du Département du commerce et de l'industrie (département de l'intégration européenne) désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Macédoine	7 mars 2002	
Assistance technique fournie par le BkartA à l'étranger (deux participants du BkartA)	Séminaire DSE Initiatives récentes "Abus de position dominante"	Pakistan (Islamabad)	9-13 juillet 2001	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA (14 participants)	Visite de fonctionnaires du Conseil roumain de la concurrence désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Roumanie	21-27 mai 2002	

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Assistance technique fournie par le BkartA à l'étranger (un participant du BkartA)	Séminaire Phare/UE Législation de la concurrence	Roumanie (Bucarest)	22-25 octobre 2001	
Assistance technique fournie par le BkartA à l'étranger (un participant du BkartA)	Séminaire (BMW/UE – Jumelage) "Contrôle judiciaire des décisions rendues par les offices de la concurrence: le rôle des juges roumains dans l'application des lois sur la concurrence"	Roumanie (Bucarest)	18-20 février 2002	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA/KfW (trois participants)	Visite de fonctionnaires de l'Office slovène de la concurrence désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Slovénie	28 mai-1 <sup>er</sup> juin 2001	
Assistance technique fournie par le BkartA à l'étranger (un participant du BkartA)	Séminaire Commission européenne/TAIEX Politique de la concurrence et aide de l'État dans l'UE	Slovénie (Ljubljana)	18 février 2002	
Visite de parlementaires organisée par le BkartA (cinq participants)	Visite de parlementaires tunisiens désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Tunisie	22 avril 2002	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA (deux participants)	Visite de fonctionnaires de l'Office turc de la concurrence désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Turquie	16 juillet 2001- 16 janvier 2002	
Visite de juges organisée par le BkartA (deux participants)	Visite de juges turques désireuses de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Turquie	1 <sup>er</sup> septembre- 31 décembre 2001	

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA (deux participants)	Visite de fonctionnaires de l'Office turc de la concurrence désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Turquie	16 juillet 2001- 16 janvier 2002	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA (un participant)	Visite de fonctionnaires de l'Office ukrainien de la concurrence désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Ukraine	18-19 juin 2001	
Visite d'universitaires organisée par le BkartA (26 participants)	Visite d'universitaires désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Ukraine	2 novembre 2001	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA (15 participants)	Visite de fonctionnaires de l'Office de la concurrence d'Ouzbekistan désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Ouzbékistan	11-12 octobre 2001	
Visite d'une délégation étrangère organisée par le BkartA (huit participants)	Visite de fonctionnaires de l'Office vietnamien de la concurrence désireux de s'informer sur la loi allemande relative à la concurrence et sur la structure et les fonctions du Bundeskartellamt	Viet Nam	3-4 décembre 2001	
Assistance technique fournie par le BkartA à l'étranger (un participant du BkartA)	Atelier CNUCED sur le projet de loi du Viet Nam relative à la concurrence	Viet Nam (Hanoi/ Ho Chi Minh-Ville)	29-30 mai 2001 et 3-4 juin 2001	
Assistance technique fournie par le BkartA à l'étranger (un participant du BkartA)	Atelier CNUCED sur le deuxième projet de loi du Viet Nam relative à la concurrence	Viet Nam (Hanoi/ Ho Chi Minh-Ville)	8-9 novembre 2001	

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
<b>BELGIQUE</b>				
Programme de téléenseignement	Contribution financière à la CNUCED pour un programme de téléenseignement visant à préparer des négociateurs de pays en développement au nouveau cycle de négociations grâce à l'informatique.  Cette contribution relève de la rubrique "Commerce international et investissement", qui comprend la concurrence liée au commerce; toutefois, aucun crédit n'est prévu expressément pour des projets relatifs à la concurrence.	Pays en développement	2002	750 000
<b>FRANCE</b>				
Mission d'experts français	Réunion régionale sur le rôle de la politique de la concurrence	Argentine	11-13 septembre 2002	
Visite d'une délégation bulgare (trois délégués)	Visite organisée à la suite d'une demande du Centre d'études sur la politique de la consommation, à Bruxelles  Concurrence, concentrations, aide de l'État	Bulgarie	10-11 avril 2002	n.d.
Visite d'une délégation bulgare (trois délégués)	Présentation d'offices nationaux de la concurrence	Bulgarie	2-12 avril 2002	
Mission d'experts français	Organisée en réponse à une demande du Centre des études européennes de Strasbourg  Rôle et mission de la Direction générale française de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)	Bulgarie	24-25 juin 2002	n.d.
Visite du Président de l'Institut des relations internationales contemporaines	Visite organisée en réponse à une demande du Ministère des affaires étrangères  La Direction générale française de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF): son rôle dans la réglementation économique	Chine	19 septembre 2002	Financée par le Ministère des affaires étrangères (MAE)

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Visite d'une délégation chinoise (19 fonctionnaires de la municipalité de Shanghai)	Réglementation de la concurrence, qualité et sécurité des produits industriels	Chine	12 septembre 2002	n.d.
Visite de délégués chinois (dix délégués du Conseil de la supervision des entreprises)	Séminaire organisé par l'École nationale d'administration (ENA) Services et réseaux	Chine	15-16 avril 2002	n.d.
Visite de dix hauts fonctionnaires chinois	"Promotion France-Chine" Nouvelles règles économiques, produits de contrefaçon	Chine	15 janvier 2002	n.d.
Mission d'experts français	Réunion avec le forum des réformateurs de la Chine	Chine	25-27 novembre 2002	
Mission d'experts français au titre de la coopération bilatérale	Pratiques anticoncurrentielles; ouverture des monopoles à la concurrence; innocuité des produits	Chine	11-24 octobre 2002	Financée par l'ADETEF (Association pour le développement des échanges en technologie économique et financière)
Mission d'experts français	Atelier national sur les politiques de concurrence	Chine	29 juillet-1 <sup>er</sup> août 2002	
Visite de délégués chinois (dix fonctionnaires de l'Office de surveillance des prix de la province de Zhejijang)	Abolition du contrôle des prix	Chine	8 janvier 2003	n.d.

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Visite du conseiller du Ministère du commerce du Congo	Visite organisée en réponse à une demande du Ministère des affaires étrangères Abolition du contrôle des prix à l'exportation et perspectives de coopération	Congo	6 décembre 2002	n.d.
Visite de trois délégués cubains	Visite organisée en réponse à une demande du Ministère des finances Prix, concurrence et consommation	Cuba	27-31 mai 2002	n.d.
Mission d'experts français	Colloque de la Ligue arabe sur les politiques de la concurrence	Égypte	27-31 juillet 2002	
Visite d'un délégué estonien	Dans le cadre de la coopération bilatérale: formation aux méthodes d'enquêtes en matière de concurrence	Estonie	28 février-12 mars 2002	Financée par l'ADETEF
Mission de deux experts français au titre d'un programme de coopération bilatérale	Application de la législation de la concurrence aux marchés publics	Estonie	7-12 décembre 2002	Financée par l'ADETEF
Mission d'experts français	Projet de jumelage léger (EE/IB/FI/03) Cours de formation de fonctionnaires de l'Office estonien des marchés publics	Estonie	9-16 novembre 2002	Financée par l'UE/l'ADETEF
Mission d'experts français au titre de la coopération bilatérale en 2002	Contrôle des "concentrations" sur les marchés	Estonie	14-19 septembre 2002	Financée par l'ADETEF
Mission d'experts français	COCOP (Comité d'orientation, de coordination et de projets) Analyse du marché des services dans une région étendue jouissant d'une certaine autonomie et définition de la coopération future	Estonie	14-19 septembre 2002	Financée par le MAE
Mission d'experts français	Dans le cadre de la coopération bilatérale 2002: Examen de questions liées à l'ouverture des monopoles à la concurrence	Estonie	11-16 mai 2002	Financée par l'ADETEF

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Mission d'experts français	Programme d'assistance relatif aux marchés publics	Estonie	22-24 avril 2002	Financée par le COCOP (Comité d'orientation, de coordination et de projets)
Mission d'experts français	Dans le cadre de la coopération bilatérale 2002: Législation concernant "les concentrations" sur le marché	Estonie	20-25 avril 2002	Financée par l'ADETEF
Mission d'experts français	Séminaire régional de l'OMC sur la politique de la concurrence	Gabon	7-11 octobre 2002	
Mission d'experts français	Forum mondial sur la dimension développement des questions convenues à Singapour	Hong Kong	19-20 juin 2002	
Mission exploratoire d'experts français	Préparatifs liés à l'intérêt exprimé par la DGCCRF pour un projet de jumelage en matière de concurrence	Hongrie	7-8 mai 2002	Financée par l'ADETEF
Visite d'un délégué	Abolition des monopoles d'État	Lettonie	13 novembre 2002	n.d.
Mission d'experts français	Séminaire sur la législation de la concurrence	Macédoine	22-25 juin 2002	
Mission d'experts français	Élément du programme PHARE Règles de la concurrence	Macédoine	9-15 mai 2002	Financée par l'UE/l'ADETEF
Visite d'un diplomate maltais	Cours de formation, ENA: le rôle de la Direction générale française de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) dans les activités de la CE	Malte	25-27 novembre 2002	Financée par l'ENA
Mission d'experts français	Séminaire OMC/CNUCED/Afrique de l'Est	Maurice	10-14 novembre 2002	Financée par la CNUCED
Stage de longue durée (deux représentants de la DPVCTRF)	Stage organisé en réponse à une demande du Ministère des affaires étrangères	Maroc	23 septembre 2002– 2 juin 2003	Financé par le MAE
Mission d'experts français	Atelier sur la concurrence dans le secteur des télécommunications	Maroc	9-12 septembre 2002	
Mission d'experts français	Dans le cadre de la coopération bilatérale en 2002: Formation à la conduite d'enquêtes en matière de concurrence	Maroc	17-23 juin 2002	Financée par l'ADETEF

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Mission d'experts français	Dans le cadre de la coopération bilatérale en 2002: Promotion de la concurrence et de la protection du consommateur dans les marchés publics	Maroc	17-19 juin 2002	Financée par l'ADETEF
Mission d'experts français	Séminaire sur la législation et les politiques de la concurrence	Panama	20-23 mars 2002	Financée par le Conseil de la concurrence
Mission d'experts français	28 <sup>ème</sup> Conférence du Pacifique sur le commerce et le développement	Philippines	16-18 septembre 2002	
Visite d'une délégation polonaise (six fonctionnaires de l'Office de la concurrence et de la protection du consommateur)	Projet de jumelage PHARE Concurrence dans le secteur des télécommunications et sur le marché des carburants	Pologne	17-20 décembre 2002	Financé par l'UE/l'ADETEF
Visite d'une délégation polonaise (six délégués et un interprète)	Projet de jumelage PL 2000/IB/EC/03 Échange d'informations et de connaissances dans le domaine de la concurrence	Pologne	22-28 avril 2002	Financée par l'UE/l'ADETEF
Visite de délégués polonais (sept délégués de l'Office de la concurrence et de la protection du consommateur)	Projet de jumelage PL 2000/IB/EC/03 Échange d'informations et de connaissances dans le domaine des enquêtes en matière de concurrence	Pologne	28 janvier 2001– 1 <sup>er</sup> février 2002	Financée par l'UE/l'ADETEF
Mission d'un expert français dans le cadre du programme PHARE	Aménagement des règles polonaises gouvernant les marchés publics pour les aligner sur les prescriptions européennes	Pologne	28-31 octobre 2002	Financée par l'UE/l'ADETEF
Mission d'experts français dans le cadre d'un projet de jumelage (PL 2000/IB/EC/03)	Nouveau séminaire à Gdansk sur la conduite d'enquêtes en matière de concurrence	Pologne	26-27 septembre 2002	Financée par l'ADETEF
Mission d'experts français	Nouveau séminaire à Poznan sur la conduite d'enquêtes en matière de concurrence	Pologne	19-20 septembre 2002	Financée par l'ADETEF



Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Mission d'experts français	Projet de jumelage PL 2000/IB/EC/03 Analyse des soumissions reçues pour le marché d'équipement informatique	Pologne	12-14 août 2002	Financée par l'UE/l'ADETEF
Mission d'experts français	Projet de jumelage PL 2000/IB/EC/03 "Former les formateurs": formation aux techniques d'enquête en matière de concurrence	Pologne	8-9 juillet 2002	Financée par l'UE/l'ADETEF
Mission d'experts français	Projet de jumelage PL 2000/IB/EC/03 Nouveau séminaire sur les méthodes générales appliquées à la notion de "contrôle"	Pologne	17-18 juin 2002	Financée par l'UE/l'ADETEF
Mission d'experts français	Projet de jumelage PL 2000/IB/EC/03 Séminaire sur les ententes verticales	Pologne	11-12 juin 2002	Financée par l'UE/l'ADETEF
Mission d'experts français	Projet de jumelage PL 2000/IB/EC/03 Séminaire sur l'efficacité de la législation de la concurrence, les mesures de protection et les sanctions fiscales	Pologne	6-7 juin 2002	Financée par l'UE/l'ADETEF
Mission d'experts français	Projet de jumelage PL 2000/IB/EC/03 Séminaire sur la coopération entre l'UE et l'Office polonais de la concurrence et de la protection du consommateur dans le domaine de la concurrence	Pologne	17-18 avril 2002	Financée par l'UE/l'ADETEF
Mission d'experts français	Projet de jumelage PL 2000/IB/EC/03 Séminaire relatif à la recherche sur les preuves d'ententes anticoncurrentielles dans le droit communautaire et le droit français	Pologne	14-15 mars 2002	Financée par l'UE/l'ADETEF
Mission d'experts français	Projet de jumelage PL 2000/IB/EC/03 Contrôle des "concentrations" sur le marché	Pologne	14-15 février 2002	Financée par l'UE/l'ADETEF
Visites d'étude de magistrats polonais	Projet de jumelage PL 2000/IB/EC/03 Visite d'étude de quatre magistrats du tribunal polonais de la concurrence et de la consommation à la Cour de cassation et à la Cour d'appel de Paris	Pologne	20-21 janvier 2003	Financée par l'UE/l'ADETEF
Visite de deux délégués roumains	Thème: Concurrence et contrôle des prix	Roumanie	14-17 mai 2002	n.d.

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Visite d'une délégation russe (cinq délégués)	Dans le cadre du programme TACIS Protection accordée par la loi aux agents économiques	Russie	15 mars 2002	Financée par l'UE/l'ADETEF
Visite d'un délégué russe	Signature d'un accord de coopération international	Russie	14 février 2002	
Mission d'experts français	Séminaire sur les problèmes de la politique de lutte antimonopole en Russie	Russie	1 <sup>er</sup> -10 décembre 2002	
Mission d'experts français	Séminaire sur les problèmes de la politique de lutte antimonopole en Russie	Russie	24-30 novembre 2002	
Visite du Directeur du CAPEC (Centre asiatique pour la promotion économique et commerciale)	Établissement de relations avec le CAPEC en vue d'une éventuelle coopération	Taipei chinois	12 mars 2002	n.d.
Mission d'experts français	Conférence	Trinité-et-Tobago	4-9 septembre 2002	
Stage de longue durée (deux inspecteurs des affaires économiques du Ministère tunisien du commerce)	Stage dans le cadre d'un accord de coopération triennal (2002-2004)	Tunisie	23 septembre 2002- 6 juin 2003	Financé par le MAE
Visite d'un délégué tunisien (Président du Conseil)	Dans le cadre du programme d'action 2002: établissement de relations et du plan d'action 2002	Tunisie	11 février 2002	n.d.
Mission d'experts français	Dans le cadre d'un accord de coopération triennal 2002/04: Marchés publics et concurrence	Tunisie	3-7 juin 2002	Financée par l'ADETEF
Mission d'experts français	Dans le cadre du séminaire de la CNUCED sur la législation et les politiques de la concurrence:  Signature de l'accord de coopération 2002-2004 entre le Ministère tunisien du commerce et le Ministère français de l'économie, des finances et de l'industrie	Tunisie	27-29 mars 2002	

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Visite du Président de l'Office de lutte antimonopole de l'Ukraine	Signature d'un accord de coopération 2003-2005	Ukraine	30 septembre-2 octobre 2002	Financée par l'ADETEF
Visite du Président du CAM	Demande de coopération bilatérale	Ukraine	14 février 2002	
Mission d'experts français	Dans le cadre de la coopération bilatérale en 2002: Mission d'experts en vue d'une éventuelle coopération avec le Comité ukrainien de lutte antimonopole	Ukraine	20-21 juin 2002	
Mission d'experts français	Séminaire sur la législation et les politiques de la concurrence	Émirats arabes unis (Abou Dhabi)	26-29 janvier 2002	Financée par le Conseil de la concurrence
Mission d'experts français	Séminaire sur les politiques de la concurrence	Uruguay	8-11 septembre 2002	
Mission d'experts français	Dans le cadre de la coopération bilatérale en 2002: Protection du consommateur par la réglementation du marché	Viet Nam	12-15 juin 2002	Financée par l'ADETEF
Mission d'experts français	Séminaire sur l'élaboration d'une loi relative à la concurrence	Viet Nam (Hanoi)	18-24 mai 2002	Financée par le Conseil de la concurrence
<b>PAYS-BAS</b>				
Ministère néerlandais des affaires économiques	Atelier de deux jours sur la politique de la concurrence	Roumanie		Financé par le Ministère néerlandais des affaires économiques
Office néerlandais de la concurrence	Ateliers, visites de travail et stages à l'intention d'autres offices de la concurrence	Hongrie		Financé par l'Office néerlandais de la concurrence

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
<b>ITALIE</b>				
Office italien de la concurrence	Programmes bilatéraux à l'intention des autorités nationales de la concurrence de la Fédération de Russie dans le cadre d'un projet financé par les CE visant à renforcer les capacités des pays candidats, en particulier le projet de jumelage PHARE ( <i>Mise en œuvre effective d'une politique en matière de concurrence et d'aides publiques</i> )  En ce qui concerne la concurrence, le programme vise à permettre l'élaboration et l'adoption de nouveaux règlements et de nouvelles lignes directrices concernant les ententes verticales, ainsi que les accords de coopération internationale, en intégrant au niveau national les règlements de la Commission et du Conseil et les communications de la Commission européenne.	Roumanie	2001-2002	
Office italien de la concurrence	Programmes bilatéraux s'adressant aux autorités nationales de la concurrence de la Fédération de Russie: formation à l'Office italien de la concurrence à l'intention d'une délégation (d'environ 50 fonctionnaires) du Ministère russe, pour permettre la comparaison et le partage des expériences acquises par les deux institutions depuis dix ans dans l'application de la législation nationale en matière de concurrence et pour faire connaître l'organisation de l'Office italien de la concurrence et sa pratique dans les affaires concernant la concurrence.	Fédération de Russie	2001	
<b>PORTUGAL</b>				
Direction générale du commerce et de la concurrence du Portugal (DGCC)	Soutien dans les domaines de la politique commerciale, de la politique de la concurrence et du renforcement des capacités institutionnelles	Angola, Guinée-Bissau	Depuis 1990	
Direction générale du commerce et de la concurrence du Portugal (DGCC)	Formation du personnel chargé des questions de concurrence	Angola (à Lisbonne)	2000	
Direction générale du commerce et de la concurrence du Portugal (DGCC)	Formation du personnel chargé des questions de concurrence	Guinée-Bissau	1997	

Assistance technique	Sujets traités	Pays bénéficiaire/Lieu	Dates	Coût/contribution financière en euros (€)
Direction générale du commerce et de la concurrence du Portugal (DGCC)	Séminaires	Angola (à Luanda)	2001	
Direction générale du commerce et de la concurrence du Portugal (DGCC)	Séminaires	Angola (à Luanda)	2002	
Direction générale du commerce et de la concurrence du Portugal (DGCC)	Information sur la structure de la législation portugaise sur la concurrence et sur le fonctionnement de la DGCC	Bulgarie	1997	
Direction générale du commerce et de la concurrence du Portugal (DGCC)	Information sur la structure de la législation portugaise sur la concurrence et sur le fonctionnement de la DGCC	République slovaque	1997	
Direction générale du commerce et de la concurrence du Portugal (DGCC)	Information sur la structure de la législation portugaise sur la concurrence et sur le fonctionnement de la DGCC	République de Lituanie	2001	
Direction générale du commerce et de la concurrence du Portugal (DGCC)	Information sur la structure de la législation portugaise sur la concurrence et sur le fonctionnement de la DGCC	Bulgarie	2002	
Direction générale du commerce et de la concurrence du Portugal (DGCC)	Information sur la structure de la législation portugaise sur la concurrence et sur le fonctionnement de la DGCC	République slovaque	2002	